



Sud Centrale
Solidaires
finances

139, rue de Bercy - Bât. Vauban 0055 Nord 1
Télédoc 624 - 75572 Paris Cedex 12
01 53 18 73 21
syndicat-sud-centrale@syndicats.finances.gouv.fr

INTERVENTION LIMINAIRE DE SUD CENTRALE SOLIDAIRES CSA-C DU 10 JUILLET 2023

Le moins que l'on puisse dire c'est que l'ambiance générale n'est pas à la fête : Les émeutes en réaction à la mort d'un jeune homme de 17 ans par un policier vont laisser des traces profondes dans notre pays. Même si les agent.es de Bercy ont été moins impacté.es dans leurs outils de travail que nos collègues des Douanes ou de la DGFIP, ils et elles ont quand même été touché.es par les derniers événements en tant qu'agent.es des services publics qui ont été largement pris pour cibles. C'est un fait à ne pas sous-estimer. Il pose clairement une question de fond : celui de la justice sociale, de la redistribution des richesses et du rôle et de la place des services publics.

Ces événements se rajoutent aux tensions préexistantes que l'on voit transparaître dans les réponses aux questions de l'Observatoire Interne de l'administration centrale : beaucoup d'inquiétude et de fatigue, une baisse de la motivation et assez peu d'optimisme sur l'avenir.

Ces sentiments doivent être entendus par la mise en place de réponses adaptées. C'est globalement la question de l'attractivité du ministère qui est ainsi posée, et, comme nous l'avons dit à de multiples reprises, l'attractivité ne se décrète pas, elle se construit. Elle se construit avec des carrières qui ne donnent pas l'impression de faire du sur place, des rémunérations qui ne sont pas des oboles et qui augmentent, a minima, avec l'inflation et le coût de la vie, des promotions en nombre suffisant et pas au compte-goutte, des examens pros qui ne sont pas des parcours du combattant mais qui reconnaissent les compétences...

Ces réponses n'étaient pas dans les annonces faites par le ministre de la Fonction Publique en juin dernier, elles ne l'étaient pas non plus dans le discours du Ministre Attal lors du CSAM de la semaine dernière. Dans l'ordre du jour de ce CSA-C, il y a bien un point qui pourrait être un début de réponse mais, nous y reviendrons, la mise en place des CIA pour les personnels de catégories C et B à la hauteur que vous nous avez annoncé ne compensera certainement pas tout le reste, qui aurait dû être fait depuis des années.

Pour finir, nous interviendrons plus longuement sur chacun des points à l'ordre du jour mais auparavant nous voulions revenir sur le dialogue social pour lequel nous nous sommes vus récemment. Nous avons dit qu'il y avait des choses à changer et nous avons, collectivement dressé la liste des évolutions attendues, la secrétaire générale a dit sa volonté de mettre en place un dialogue social serein et constructif. Force est de constater que le résultat, pour le



Sud Centrale
Solidaires finances

139, rue de Bercy - Bât. Vauban 0055 Nord 1
Télédoc 624 - 75572 Paris Cedex 12
01 53 18 73 21
syndicat-sud-centrale@syndicats.finances.gouv.fr

moment, n'est pas à la hauteur de nos attentes, de nos attentes respectives d'ailleurs. Nous avons demandé le retrait d'un point à l'ordre du jour, la réponse a été négative. Nous avons exprimé des doutes, des interrogations sur le CIA, il nous a été expliqué que c'était ça ou rien. Nous avons des points dans l'ordre du jour qui n'ont même pas été examinés dans les instances les plus adaptées (France Recouvrement et mission interministérielle anti-fraude).

Un dialogue social constructif c'est aussi cela qui retisse des liens entre le personnel, via ses représentant.es et l'administration, et nous en avons toutes et tous besoin.